

850 DRONES EN 33 HEURES

De minuit le 14 octobre à 9 h 00 le 15 octobre, la Russie a lancé plus de 850 drones d'attaque de type Shahed sur l'Ukraine, par vagues qui n'ont laissé aucune heure sans drones dans le ciel. Un Shahed à réaction a détruit par le feu un marché de gros à Loutsk, loin de la ligne de front. Dans la nuit, près de 360 drones ont frappé la région de Kirovohrad — la plus forte attaque contre elle depuis 2022. Au moins 17 personnes ont été tuées dans six régions.

UKRAINE EVIDENCE HUB

REGISTRE VÉRIFIÉ

OCT. 2026

850+

drones de type Shahed de 00 h 00 le 14 oct. à 09 h 00 le 15 oct., par vagues continues B

Président de l'Ukraine, 15 oct. 2026

17

morts dans six régions, 67 blessés, les 14–15 oct. (préliminaire, administrations régionales) B

Administrations régionales de Volhynie, Kirovohrad, Dnipropetrovsk, Donetsk, Kharkiv et Kherson, 15 oct. 2026

6

morts au marché de gros « Yevrohurt » à Loutsk, 14 oct. ; 12 blessés B

Conseil municipal de Loutsk ; administration régionale de Volhynie, 14 oct. 2026

~360

drones sur la région de Kirovohrad en une nuit, 26 sites touchés, plus de dix heures d'attaque B

Administration régionale de Kirovohrad ; Service national des situations d'urgence, 15 oct. 2026

LES FAITS

14 oct., Loutsk. Un Shahed à réaction a frappé le pavillon du marché de gros « Yevrohurt », rue Koniakina ; le bâtiment a été détruit par le feu. Cinq corps ont été retrouvés sous les décombres et une personne est morte à l'hôpital — 6 morts, 12 blessés dans la ville. Des débris ont endommagé un appartement avenue Sobornosti. Rivne a été frappée le même matin : 8 blessés.

Nuit du 14 au 15 oct. L'Armée de l'air a compté 580 drones et 2 missiles guidés Kh-59 lancés à partir de 18 h 00 ; 536 drones abattus ou neutralisés ; des impacts sur 31 sites.

Région de Kirovohrad. Près de 360 drones sur la région pendant plus de dix heures, 26 sites touchés : infrastructures critiques, entreprises de transport et de logistique et logements à Kropyvnytskyi, Znamianka, Oleksandriia, Svitlovodsk et Pomitchna. Trois habitants de Kropyvnytskyi tués, six blessés.

Autres régions. Morts : région de Dnipropetrovsk 3, région de Donetsk 3, région de Kharkiv 1, région de Kherson 1. Des blessés également dans les régions de Kyiv (4), Zaporijia (7) et Ternopil (5). Tous les chiffres sont préliminaires.

L'ONU a dit. Porte-parole, 14 oct. : des frappes de drones à Rivne et en Volhynie — des régions « jusqu'ici moins touchées » — ont atteint une université, un centre commercial et des logements. OMS, 15 oct. : plus de 3 300 attaques vérifiées contre les soins de santé depuis février 2022.

QUI L'A VÉRIFIÉ

- B Président de l'Ukraine (15 oct.) ; Armée de l'air ukrainienne (bilans des 14–15 oct.) ; conseil municipal de Loutsk ; administrations militaires régionales de Volhynie, Kirovohrad, Dnipropetrovsk, Donetsk, Kharkiv et Kherson ; Service national des situations d'urgence ; Police nationale (photographies du site de Loutsk)
- A Porte-parole de l'ONU, point de presse de midi, 14 oct. 2026 ; OMS via ONU Info, 15 oct. 2026. Vérification de ces victimes par le HCDH en attente.
- C Kyiv Independent, 15 oct. (bilans régionaux compilés) ; UNIAN, 14 oct. ; Ukrinform, 15 oct. ; ZN.UA, 15 oct.

QUALIFICATION JURIDIQUE — TROIS NIVEAUX

ÉTABLI La Commission d'enquête de l'ONU a conclu en 2025 que les attaques de drones russes contre des civils dans la région de Kherson constituaient des crimes de guerre et le crime contre l'humanité de meurtre. Aucun organe mandaté ne s'est encore prononcé sur les frappes des 14–15 octobre ; la vérification du HCDH est en cours.

TENDANCE Un marché de gros et des immeubles d'habitation sont des biens de caractère civil (PA I art. 52). Lancer des centaines de drones de précision limitée sur des villes pendant 33 heures est incompatible avec l'obligation de distinction et de précaution (PA I art. 48, 51(4)–(5), 57) ; Statut de Rome art. 8(2)(b)(i), (ii).

POSITION L'Ukraine qualifie la campagne de drones et de missiles à longue portée d'attaque généralisée et systématique contre la population civile — Statut de Rome art. 7(1)(a), (k). Dans l'attente de constatations internationales.

QUI EST RESPONSABLE

Unités de lancement de drones	Unités des forces armées russes lançant des drones Geran-2/Geran-3 (type Shahed) depuis le territoire russe et les territoires occupés	Identifiées dans les procédures ukrainiennes ; pas encore de mandat international à ce niveau
Production	Zone économique spéciale d'Alabouga (Tatarstan) — production en masse de drones Geran	Sanctionnée par l'UE, le Royaume-Uni et les États-Unis
État-major général	Général Valeri Guerassimov	Mandat d'arrêt de la CPI, 24 juin 2024
Commandant suprême	Vladimir Poutine	Mandat d'arrêt de la CPI, 17 mars 2023 ; responsabilité du supérieur hiérarchique, art. 28

CE QUE DIT LA RUSSIE / CE QUE DIT LE DOSSIER

MOD Russe, 15 oct. 2026

Les frappes de la nuit ont touché le port d'Izmail, « utilisé pour décharger et stocker des cargaisons militaires et à double usage », et deux cargos.

MOD Russe, 14 oct. 2026

Frappes sur des installations énergétiques « alimentant des installations militaro-industrielles » à Kyiv et Kharkiv.

LE DOSSIER

Le compte rendu du MoD ne cite aucune cible à Loutsk, à Kropyvnytskyi ni dans les autres villes où des personnes ont été tuées. Un marché de gros et des immeubles d'habitation ne sont pas des objectifs militaires.

LE DOSSIER

La même justification est invoquée pour chaque centrale qui chauffe une ville (voir Dossier 06) ; elle n'explique pas un marché à Loutsk.

CE QUE NOUS DEMANDONS

DES ÉTATS MEMBRES

- Citer l'ampleur : plus de 850 drones d'attaque en 33 heures, et au moins 17 civils tués dans six régions.
- Livrer une défense aérienne à courte portée et des drones intercepteurs aux régions de l'ouest et du centre désormais à portée — Volhynie, Rivne, Kirovohrad.
- Faire appliquer les sanctions contre la chaîne d'approvisionnement des Geran : Alabouga, les composants étrangers et les intermédiaires qui les acheminent.
- Demander à la HRMMU de vérifier les victimes de Loutsk et de Kropyvnytskyi et de les inclure dans la mise à jour d'octobre sur la protection des civils.